ABEILLE.

Conseil Général de la Première ... Municipalité. ... Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS :
VENDREDI MATIN, 17 JUIN 1836.

POUR PRESIDENT.

M. VAN BUREN.

POUR VICE PRESIDENT :

RD. M. JOHNSON.

...préfère que non seulement vous, mais la population entière des Etats-Unis comprenne bien à présent que, si le désir de ceux qui veulent m'élever à la suprême magistrature était satisfait, je devrai, dans l'exercice des fonctions de Président, me montrer toujours inflexible et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à abolir l'esclavage dans le district de Columbia, contrairement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrai la résolution que rien ne pourra ébranler de m'opposer à la moindre interférence à ce sujet.—*Martin Van Buren.*

Nous croyons de notre devoir de signaler au public un événement affreux qui s'est passé mardi dernier sur la Levée. Nous n'en avons pas été témoin, mais nous avons toute confiance dans la personne qui nous a donné ces détails. Convaincu de la vérité de sa narration nous dirons, " Honneur au bateau à vapeur *Mogul*, non pas à la coque de ce malheureux navire bien innocent de ce scandale, mais aux officiers qui le commandent, qui savent si bien faire respecter la discipline à leur bord, et qui témoignent tant de respect pour les lois de la Louisiane et les ordonnances du Conseil de Ville." Voici le fait tel qu'il nous a été raconté :

" Un habitant de la Pointe Jean Mornay rencontre sur la levée un esclave marron appartenant à un de ses amis. Il l'accoste, lui parle affectueusement, l'engage à revenir chez son maître, lui garantissant qu'il ne lui serait infligé aucun châtiment. L'esclave à moitié convaincu, allait bientôt céder aux remontrances de cet honnête et charitable habitant, lorsque l'équipage du steamer Mogul intervint. L'habitant alors saisit le nègre au collet et veut l'entraîner. Mais les braves du *Mogul* tombent sur lui, il est terrassé et après une lutte d'un seul homme contre vingt, il se retire après avoir perdu la moitié d'une oreille qu'un de ces cannibales lui avait arrachée avec les dents. Lecteurs, faites vos commentaires ! Magistrats, faites votre devoir ! Mais à nous, il appartient de signaler à l'indignation publique les atrocités dont se rendent coupables ces *steam boats characters*, comme les qualifie fort bien un de nos confrères ; à nous il appartient de réclamer que force reste à la loi, et que ses agens soient respectés. Sept de nos gardes de ville, dit le *Louisiane Advertiser*, ont été mis en déroute par un seul homme armé d'un *shillelah*, ou, traduisant de l'Irlandais en Français nous dirons, armé d'une trique, ou d'un *cocomacque*. Insensés ! cette garde-de-ville si méritante et cependant si calomniée, qui veille jour et nuit à votre sûreté, pourquoi chercher à déverser le mépris sur elle ? Combien d'hommes de cœur parmi eux sont indignés de porter au côté un sabre dont il leur est défendu de se servir ? Ce sabre inoffensif n'a jamais servi qu'à inspirer la terreur aux nègres. Armez-les d'un bâton, et nous garantissons que tous ces fanfarons que les bateaux à vapeur viennent vomir sur la levée de la Nouvelle Orléans, seront bientôt mis à la raison. Surtout prêtons main forte à la loi dont ils sont les exécuteurs, et laissons leur le sabre qui ne devra leur servir que comme *ultime ratio*. Nous ajouterons que la plus grande surveillance doit être exercée sur les bateaux à vapeur et chalans qui ne sont que trop souvent le repaire de nos esclaves marrons, et des criminels échappés aux griffes de la justice; témoin l'incendiaire Hubbard, arrêté dernièrement à bord d'un chalan, grâces à M. Lanaux.

NOUVELLES RECENTES D'EUROPE.

Le paquebot *Charlemagne, arrivé* à New-York du Havre, apporte des journaux de Paris du 7 mai, contenant des nouvelles de Londres du 5.

Pendant la discussion qui s'est élevée dans la Chambre des Communes sur l'introduction en Irlande de la loi sur le paupérisme, les faits suivans furent exposés sur l'état de la malheureuse population de ce pays.

1o. Le plus grand nombre des artisans, ouvriers, &c. d'Irlande n'ont pas les nécessités de la vie ; il n'y a pas moins de 2,385,000 *individus des classes ouvrières* qui sont réduits à la misère et qui réclament des secours pendant 30 semaines de l'année, faute d'ouvrage.

2o. Les femmes et les enfans d'un grand nombre d'ouvriers sont obligés de mendier, malgré leur répugnance, pour se procurer de quoi manger.

3o. La mendicité est générale aussi parmi les gens âgés et infirmes des classes ouvrières, dont la charité publique est la seule et unique ressource. Il est facile de trouver dans ce fait la raison de l'inertie, du mensonge, du vol et autres crimes auxquels se livre cette malheureuse population.

—Le duc de Broglie a été nommé Grand Croix de la légion d'honneur et a reçu les insignes de cette distinction de la main du Roi.

—On écrit de Francfort, 1er mai : "Nous apprenons que les trois grandes puissances de l'est ont envoyé de nouvelles instructions à leurs ambassadeurs à Paris. On sait que le comte Nesselrode a écrit M. Pahlen de protester contre aucune intervention de la France en Espagne. Dans le cas où le gouvernement français en verrait une armée, l'ambassadeur russe doit immédiatement demander ses passeports. Si la France se borne à envoyer des secours sans le faire ouvertement, M. Pahlen doit en informer son gouvernement qui fera parvenir des subsides à don Carlos.

"Quant à la Prusse, elle s'est bornée à protester, sans annoncer son intention dans le cas d'une intervention armée. De son côté le prince Metternich se déclare contre toute espèce d'intervention, sous le prétexte que la Russie pourrait s'en prévaloir pour intervenir à son tour dans l'Orient.

"Considérant le principe de l'intervention existe dans l'est de l'Europe. Quoique les russes et les prussiens aient évacué Cracovie, cependant ils se sont cantonnés sur les frontières de son territoire, quand l'Autriche continue d'occuper. Le cabinet autrichien prétend que cette occupation a été demandée expressément par le sénat de Cracovie. Quel poids faut-il accorder à une requête faite sous la pointe des bayonnettes, par une présidence nommé contre la constitution du pays ? Les troupes ne sont là que pour faire régner la paix ; quelles craintes peut-on concevoir, maintenant que les révoltés polonais en ont été chassés ? Les consuls français et anglais ne sont pas encore arrivés à Cracovie. Les nouvelles que nous recevons de Vienne et de Berlin sont loin de confirmer les bruits de désarmement général que l'on s'est donné tant de peines pour faire circuler."

Les ducs d'Orléans et de Nemours sont partis pour aller visiter l'Allemagne.

La société générale des naufrages, formée à Paris, a reçu une lettre de l'ambassadeur de Maroc à Londres, annonçant que les ordres les plus sévères avaient été donnés par l'Empereur à ses consuls et officiers de traiter avec la plus grande humanité, sous peine de sa disgrâce, les équipages des bâtimens faisant naufrage sur les côtes de son empire. D'après les rapports authentiques reçus par cette société, il y a eu 49 bâtimens naufragés sur la côte d'Afrique, depuis la conquête d'Alger : deux seulement ont pu être réparés et reprendre la mer ; ils étaient tous deux français.

La fête du Roi des Français a été célébrée, comme de coutume, avec fort peu d'enthousiasme de la part du peuple et force grimaces et discours diplomatiques. M. D'Appony a beaucoup appuyé sur les garanties de tranquillité et de paix générales qui donnent à l'Europe l'ordre et la prospérité qui règnent en France. Louis Philippe lui a répondu qu'il était fort sensible à la part que l'Europe prenait au bonheur de la France. Ainsi finit la comédie.

Nous trouvons dans le Times de Londres, la lettre suivante de Francfort, qui pourrait donner une explication plausible du voyage des ducs d'Orléans et de Nemours en Allemagne :

"Tandis que les journaux de Paris annoncent le mariage projeté entre le duc d'Orléans et une des filles de l'archiduc Charles d'Autriche, on parle dans nos cercles diplomatiques de négociations déjà fort avancées pour l'union de Son Altesse Royale avec la princesse donna Tanaria, de Brésil, fille de don Pedro et de l'impératrice Léopoldini Joseph. La sœur de la reine de Portugal n'a aujourd'hui que 15 ans. On assure que le cabinet de Vienne est très favorable à ce mariage, qui formerait des liens réciproques entre les familles royales d'Autriche et de France."

Une loterie de Carlsbourg, en Transylvanie, porte qu'il s'est formé une compagnie de capitalistes étrangers pour l'exploitation des mines d'or, de vif argent et de salpêtre du grand duché. Plusieurs banquiers de St. Pétersbourg et de Moscou ont pris des actions. Cette nouvelle société a-t-elle quelque but politique ? On pourrait en douter, si la politique astucieuse de la Russie, ne se cachait souvent sous des détails de la plus grande indifférence.

Le gouvernement hollandais a résolu de contracter un emprunt de 14,000,000 de florins, portant intérêt à raison de 4 pour cent, payé de compte de ses coupons. Il sera divisé en 14,000 coupons de 250 florins, pour chacun desquels les souscripteurs recevront une inscription de 1000 florins. Les livres seront ouverts du 16 mai au 17 juin. On peut souscrire pour une demi section.

Il est curieux de voir qu'au moment où le Gouvernement des Etats-Unis fait un effort pour diminuer le nombre des banques, et substituer au papier monnaie, une circulation métallique, une immense extension est donnée en Angleterre au système contraire. Déjà 169 compagnies ont été établies à Londres depuis l'année dernière. De ce nombre 41 ont été formées pour l'exploitation des mines, 18 pour la construction de routes et canaux, et 43 pour opérations de banque et de change. Les manufactures anglaises montrent la plus grande activité et cependant elles peuvent à peine suffire aux ordres et commandes qu'elles reçoivent. Le commerce est florissant.

L'hiver semble s'être prolongé en Angleterre et en France au-delà de sa période accoutumée. Dans la campagne, aux environs de Londres le thermomètre était, le 3 mai, à 27 degrés de Fahrenheit, c'est-à-dire à 5 degrés au-dessous de glace. Le 2 mai, à Orléans, il a tombé de la neige pendant la plus grande partie de la nuit.

Une tempête très violente a causé de grands dommages sur toute la côte anglaise. La marée s'est élevée à Londres à une hauteur prodigieuse et a inondé plusieurs faubourgs L'eau, profonde de 3 ou 4 pieds dans plusieurs rues parallèles à la Tamise, a endommagé une grande quantité de farines et emporté dans sa retraite les meubles de la plupart des familles pauvres qui avaient été obligées d'abandonner leurs maisons.

—Un journal de Londres annonce que l'émigration en Amérique surpassera de deux tiers celle de l'année dernière. Un bâtiment a fait voile de Nantes pour Alger, ayant à bord trente deux fermiers et cultivateurs *du département de la Sarthe, avec leurs familles.* Un grand nombre d'émigrans allemands sont arrivés de Brême, afin de s'embarquer pour l'Amérique, mais ils se sont trouvés bien embarrassés en trouvant que de 20 à 25 piastres, le passage dans l'entrepont avait été élevé à 32 et même 40.

—On lit dans le *Courrier Français* que la Russie a voulu mettre au paiement du dernier tiers de l'emprunt grec les conditions suivantes : 1o. l'Empereur Othon changera de religion ; 2o. Le patriarche de Constantinople sera placé à la tête de l'église grecque. La France et l'Angleterre se sont opposées à cette prétention.

Nous trouvons dans une lettre de Constantinople du 9 avril :—Le sultan fait les plus grands efforts pour expédier sa flotte, composée de 5 vaisseaux de ligne, 3 frégates, 6 brichs et 12 corvettes, et qui doit être commandée par le capitan pacha en personne. Cette croisière est dirigée contre Tripoli, dont le sultan est déterminé à châtier le Bey réfractaire.

Les nouvelles de Beyrout, en Syrie, portent qu'Ibrahim pacha vient d'abolir le monopole de la soie ; mais il y a substitué un droit *ad valorem* de 25 pour cent qui, n'est pas moins arbitraire. Il n'est pas probable que notre gouvernement se soumette à ce droit onéreux, qui se trouve violer les traités existant avec le Porte Ottomane, en vertu desquels aucun droit d'importation ou d'exportation ne peut dépasser 2 ou 3 pour cent.

—Les dernières nouvelles d'Algers annoncent que les Arabes sont loin d'être soumis. Une lettre, publiée par le *Sémaphore* de Marseille, fait voir que Achmet Bey se propose de reprendre l'offensive. Déjà les communications entre Bone et Constantine sont interrompues. Plusieurs sentinelles avancées ont été attaquées, blessées ou tuées. Achmet s'avance à la tête de troupes nombreuses, tant en infanterie qu'en cavalerie ; il est soutenu par une batterie de 5 pièces de canon servies par des artilleurs anglais et qui ont déjà combattu les français dans l'expédition contre Abd-el-Kader. Malgré ces désavantages, la lettre ajoute qu'une seule défaite essuyée par Achmet en coûtera son trône, car Youssouf est bien décidé à le poursuivre jusqu'à Constantine.

On lit dans le Journal de Francfort que l'union de la ville de Brunswick avec le Hanovre, et du Hanovre avec les villes anséatiques et la mer aura lieu par un rail-road, que parcourront des machines locomotives. Les frais s'élèveront au-delà de cinq millions d'écus ; ce capital sera divisé en 50,000 actions. Le duc William a déjà souscrit pour 2 000 actions, et la ville de Brême pour un million d'écus.

Mme. Malibran Beriot a reparu à Londres, le 4 mai, dans la "Somnambula". Elle est un peu maigrie, mais sa voix n'a rien perdu de sa fraîcheur, de son étendue, et ses intonnations sont toujours d'une justesse parfaite. Elle fut reçue avec le plus vif enthousiasme.

Une voiture ayant appartenu à Napoléon fut vendue à Bruxelles, pour 700 fr. à l'enchère. Quelques jours après, le propriétaire en refusa 2000 fr. qui lui furent offerts par le bourgmestre de Bruges.

Les nouvelles du Portugal sont du 20 avril. Il paraît que les anciens ministres offrirent de rester dans le conseil, si le prince Ferdinand voulait mettre leur responsabilité à couvert, relativement au commandement en chef des armées. On assure que le prince répondit à la Reine qui lui parla sur ce sujet : "Je serais commandant en chef, ou je partirai sur le champ."

Après cette conférence entre les deux époux le duc de Tercère fut appelé et réussit à former le ministère suivant ; Président du conseil et ministre de la guerre, le duc de Tercère ; affaires étangères, le comte de Villareal; marine, Gonzalès de Miranda ; finances, Da Silva Calvalho ; intérieur, José Freire ; justice, Antonio de Aguair. Le duc de Palmella, quoique sans portefeuille, est spécialement chargé de cette partie de l'administration qui a rapport aux traités et relations diplomatiques.

Nous lisons dans une lettre de Madrid, du 27 avril, reçue par exprès :

"La *Gazette* n'a pas encore publié officiellement la composition du nouveau ministère, mais elle n'en est pas moins positive. M. Mendizabal conserve la présidence du conseil avec le portefeuille des finances ; M. Almodovar passe du département de la guerre à celui des affaires étrangères, et le général Rodil est ministre de la guerre.

Mrs. Becerra et Heros conservent le portefeuille de la justice et de l'intérieur, et M. Ferrer accepte celui de la marine.

On sait que le général Cordova est décidé à donner sa démission, ne pouvant rester à la tête de l'armée tant que M. Mendizabal présidera le Conseil. Il est possible toutefois qu'il change d'avis, car on connaît son dévouement pour la Reine. Sa retraite dans les conjonctures actuelles serait d'autant plus à regretter qu'il a su gagner la confiance de ses troupes.

La déclaration de lord Melbourne, sur la co-opération des forces navales de l'Angleterre, a produit une impression favorable : mais ce n'est pas assez : il faut une intervention directe, il faut une division de 25,00 20,000 hommes de troupes françaises et anglaises qui chasse les carlistes et les réduise à la soumission.

On lit dans le *Journal du Commerce* : Malgré tout ce qui a été dit et écrit en faveur de l'intervention dans les affaires de l'Espagne, les notes et les conférences diplomatiques, nous pouvons assurer que la "haute pensée" qui dirige les affaires n'a subi aucun changement, et s'oppose constamment à l'occupation des Provinces Basques et de la Catalogne. L'argent n'est pas la seule difficulté, car on nous assure que le ministère espagnol a offert des garanties territoriales, que nos possessions en Afrique rendraient importantes dans le cas où ces garanties resteraient entre nos mains jusqu'à ce que nos réclamations contre l'Espagne fussent entièrement liquidées. La résistance part de considérations à la fois plus hautes et plus étendues.

Don Carlos a nommé président de son conseil M. Errose, qui s'est donné pour collègues, Joseph de Morejou, ministre de la guerre ; Arias Tejeiro, de la justice ; Wenceslas de Sierra, de l'intérieur. Un commission et conseil militaire a été formé ; il se compose de Cala Eguia, Moreno, encore malade de sa chute de cheval, Marota, Mazarrasa, Vivanco et Serradilla.

Don Carlos a fait publier un décret, dont nous tirons l'extrait suivant :

"Tous les prisonniers qui tomberont entre nos mains quelsque soient leur rang ou la nation à laquelle ils appartiennent et qui auront combattu dans les rangs de l'armée d'usurpation, seront mis à *mort* !! Il ne leur sera accordé que le temps nécessaire pour recevoir les consolations de la religion.

L'intervention armée en Espagne n'est plus seulement une question de politique, mais d'humanité. Cabrera battu à Leria avait laissé aux hommes en arrière dans sa déroute ; ils ont été faits prisonniers et conduits à un détachement avec l'ordre de les conduire à Valence ; mais ce même détachement les a fusillés en chemin. Lorsque Cabrera a été informé de cet acte de barbarie, il a rassemblé sous le portail de l'église de Chiva vingt neuf individus qu'il commença comme otages, et pour la rançon desquels il avait reçu un à compte de 40,000 fr. Sans autre forme de procès, ces malheureux ont été massacrés par les soldats carlistes, et Cabrera a fait fusiller en même temps neuf habitans de Chiva.

Ces représailles en ont provoqué d'autres : le tambour a battu dans Valence et les compagnies d'élite de la garde nationale se sont portées sur Chiva. Là sous le porche de la même église, où avait eu lieu l'horrible exécution de la veille, neuf prisonniers ont été livrés à la populace, qui les a égorgés. Telle était la rage des hommes du peuple et des soldats que ces cannibales ont dévoré des lambeaux de la chair des victimes. Ce sont surtout les soldats du régiment de Couta qu'on accuse de cette atrocité.

Les communications entre Saragosse et Barcelone sont tellement impossibles aujourd'hui, par terre, que des individus de la première ville sont obligés de venir en France pour passer dans la seconde.

On parle de l'arrestation près de Burgos de l'évêque de Valencia, qui allait rejoindre la bannière du prétendant. On dit que cette capture est fort importante à cause des documens précieux qu'elle a mis à la disposition des agens de la reine.

Un ordre du jour lu dans toutes les casernes de Paris, annonce aux officiers des divers régimens de la garnison qu'ils seront autorisés, sur leur demande, à servir dans la légion étrangère. Après la lecture de cet ordre du jour, 47 officiers se sont fait inscrire. On suppose que l'intention du ministère est d'envoyer immédiatement ces officiers au quartier-général Bernelle, afin qu'il organise en compagnies et en bataillons sur le territoire espagnol, les hommes appartenant aux divisions des sud, qui y seront envoyés par petits détachemens.

On parle de l'occupation de la Catalogne et des places fortes d'Espagne jusqu'à l'Ebre, par 30,000 hommes de troupes françaises sous le commandement du maréchal Clausel.

Une lettre de Sarragosse, du 23 avril, annonce que le nombre des Carlistes augmente dans l'Aragon ; ils comptent environ 12,000 hommes.

D'après un rapport de la direction de la banque de San-Fernando, à Madrid, la somme monnoiée par cet établissement et provenant des *mandats* payées par ceux qui veulent s'exempter de la levée de 100,000 hommes, s'élève déjà à 53,602,833 réaux.

Les dernières nouvelles de Bayonne sont du 8 mai. Elles annoncent que les opérations militaires dans le Nord de l'Espagne ont été presque entièrement interrompues par les neiges, la grêle et les fortes pluies. Les tempêtes qui s'élèvent sur les côtes de la Cantabre empêchent qu'aucun bâtiment se mette en mer.

CONSEIL DE LA TROISIEME MUNICIPALITE.

SEANCE du 15 juin 1836.

Les membres présents furent Messrs. le Recorder, Guirot, Percy, Marigny, Duvignaud, Kilshaw et Lessops.

Après lecture du journal de la dernière séance, le Secrétaire procède à la lecture du message du Maire par lequel il informe le Conseil qu'il considère la nomination des officiers de la Troisième Municipalité comme nulle, attendu qu'ils ont négligés de signer leur contrat dans le délai voulu par la loi. Le second article du message de la lettre du Maire annonce au Conseil que le net produit de la vente de la maison située à Frascati, est de $ 525, 25cts.

Sur motion de M. Guirot, le Conseil annulle les élections et procède à de nouvelles nominations ; d'où il a paru que tous les anciens officiers avaient été réélus à l'exception de M. J. B. Allard nommé commissaire du 2d. et 3me. District en remplacement de M. J. B. Gicquel, démissionnaire.

M. Guirot présente une résolution pour accepter de nouveau les mêmes cautions déjà offertes par les différents officiers.—Adopté.

M. Duvignaud présente une résolution pour que les salaires des dits officiers datent du jour de leurs premières nominations.—Adopté.

M. A. Ducros est accepté comme caution de M. Barthelemy, collecteur des droits sur les charretons.

M. Duvignaud a été reconnu par le Conseil habile à nager en qualité d'alderman du 4me. district

M. Bringier proteste contre l'élection de M. Duvignaud, sur plusieurs points ; ce protêt est renvoyé à un comité spécial.

La résignation de M. P. Guesnon comme alderman du 2d. district est acceptée.

M. Duvignaud présente une résolution, autorisant le maire à annoncer dans le délai voulu, qu'une autre élection aura lieu.—Adopté.

Sur motion, un comité de trois membres est nommé pour s'assembler dans le courant de la Semaine Mercantile, sur les préparatifs à faire pour la célébration de l'Indépendance Américaine : Mrs. Kilshaw, Guirot et Duvignaud sont nommés par le fauteuil.

Une lettre de M. J. Wells a été lue et déposée sur le bureau.

L'ordonnance concernant les devoirs du warfinger a été lue, et renvoyée à l'impression.

M. Guirot a présenté une résolution requérant le Trésorier à payer aux indigens de la Troisième Municipalité les pensions qu'ils recevaient de l'ancienne Corporation ; à ce effet une somme de $ 2,500 est et demeure annuellement appropriée.

M. Percy présente une résolution requérant le Trésorier à fournir une liste des indigents qui résident dans la Troisième Municipalité.—Adopté.

M. Lessops présente les résolutions suivantes dont l'impression a été demandée, et la discussion à la prochaine séance :

Les commissaires de la caisse d'amortissement, nommés par le Conseil de la Troisième Municipalité, sont l'honneur de vous présenter

Que l'assemblée des commissaires agissant en vertu de la 15me. section de la charte amendée de la ville, approuvée le 8 mars 1836, et de l'acte supplémentaire approuvé le 11 du même mois et de la même année, a fait déposer à la caisse d'amortissement établie par les susdits actes pour la liquidation et le paiement des anciennes dettes de la ville, les valeurs suiventes :

1o. Le montant déposé dans l'ancienne caisse d'amortissement.

2o. Les $ 26,000 que le Conseil de Ville a, le 2 janvier 1836, ordonné de payer à la caisse d'amortissement.

3o. Le montant dû pour compte de pavage par divers individus.

4o. Toutes les actions de banque et autres compagnies, appartenant à la ville, avec les dividendes auxquelles elles ont droit.

5o. Les billets et les intérêts qu'ils produisent, reçus de la Cour de District des Etats-Unis, comme appartenant aux Maire, aldermen et habitans de la Nouvelle Orléans, produits de la vente de certains terrains en face de la ville.

Les commissaires *doivent vous faire observer* que le Première Municipalité a réclamé la propriété exclusive de ces billets, prétention que vos commissaires *n'ont pu admettre*, puisque tien dans l'acte d'incorporation n'autorise cette possession exclusive ; au contraire, dans l'acte supplémentaire il est dit bien positivement que les billets en question feront partie des fonds de la caisse d'amortissement.

6o. Les espèces, les billets, les comptes à recouvrer et les fonds à notre crédit au trésor de ville sous la dernière administration. Après avoir mûrement réfléchi sur les moyens ainsi mis à la *disposition* de la caisse d'amortissement, les commissaires sont convaincus que l'on parviendra à obtenir les importants résultats suivants :

1o. Qu'il ne sera plus nécessaire à l'avenir que les Municipalités contribuent annuelle est à la caisse d'amortissement.

2o. Qu'aucune Municipalité ce se verra dans la nécessité de vendre quelques unes des propriétés foncières qui leur appartiennent respectivement.

3o. Que le montant de l'ancienne dette se montant à plus de trois millions de piastres sera dans peu d'années payée et liquidée.

5o. Que les coupons émis par l'ancienne corporation auront plus de valeur qu'auparavant, et que la confiance en ces valeurs se confirmera et s'augmentera.

Dans de pareilles circonstances et avec un avenir aussi brillant dont la caisse d'amortissement prouve mathématiquement, les commissaires vous recommandent l'adoption des résolutions suivantes.

Résolu que l'allocation annuelle des fonds versés à la caisse d'amortissement, comme il a été ordonné par l'ancien conseil de ville, soit annullée et remplacera pour ce qui *regarde cette Municipalité*; pourra toutefois que dans le cas où il se trouverait un déficit le maire et le contrôleur en donneront avis à la dite Municipalité, et après cet avis et avec la coopération des commissaires de la caisse d'amortissement alors en fonctions ou la majorité, le maire sera autorisé à émettre ses bons ou mandats sur la trésorier de cette Municipalité pour sa part proportionnelle du dit déficit, la quelle part sera estimée sur l'échelle du tableau d'assesseurs des propriétés foncières enrégistré au bureau du trésor; et de l'Etat de la Louisiane.

Nouvelle-Orléans, 30 mai 1836.

JOHN KILSHAW,
A. LESSEPS.

Commissaires de la caisse d'amortissement, 3ème. Municipalité.

M. Kilshaw *présente une résolution* déchargeant M. Nye de ses fonctions de wharfinger en ce qui concerne la troisième municipalité—Adopté.

Le rapport suivant des membres de la caisse d'amortissement a été lu et la discussion renvoyée à la prochaine séance.

Résolu qu'il sera créé, une caisse d'amortissement, qui sera sous la conduite d'une commission composée du recorder et des quinté de finances.

Résolu que le fonds principal de la dite caisse d'amortissement consistera en cinq mille piastres, versées annuellement *et provenant* 1o. *des rentes à cens*, se montant à deux mille cent cinquante sept piastres par an.

2o. D'une somme de deux mille huit cents quarante trois piastres provenant de la taxe, sur les propriétés foncières.

Résolu que les commissaires de la dite caisse d'amortissement sont autorisés à retirer de ces fonds le plus grand avantage en escomptant des billets à ordre, ou des bonds garanties par hypothèque première, n'ayant pas plus d'un an à courir, pourvu que le taux de l'intérêt ne xcédera pas dix pour cent, et ne sera pas moindre de six pour cent.

Résolu que l'intérêt provenant de ces fonds sera assi verse annuellement dans la dite caisse d'amortissement *et sera appliqué au paiement des emprunts* que pourra contracter la Municipalité.

Résolu que toute ordonnance, résolution ou arrêté de la corporation de la Nouvelle-Orléans, ayant pour objet de créer, ou d'augmenter une caisse d'amortissement est et demeure rappelée pour ce qui a rapport à cette Municipalité.

M. Duvignaud fait la motion que l'on procède à la nomination d'un *warfinger pro. tem. M. J. R. Vienne* est unanimement élu.

M. Kilshaw présente une résolution autorisant le *maire à tirer* $75 sur le *trésorier* de la 3me. municipalité pour distribuer aux quatre pompes qui se sont rendues les premières à l'incendie du 18 du mois passé.—adopté.

M. Kilshaw présente une résolution appropriant $100 pour l'arrestation des incendiaires qui se trouvent dans la 3me municipalité—Adopté.

M. Guirot présente une résolution pour qu'il soit du devoir des *commissaires de police du faire mettre en* exécution le 12e. art. de l'ordonnance sur les incendies—Adopté.

M. Duvignaud présente une résolution pour nommer un comité chargé de s'entendre avec les propriétaires de la rue de l'Esplanade pour en continuer sa prolongation.—Adopté.

Mrs. Duvignaud, Guirot et Lessops sont nommés de ce comité.

M. Kilshaw présente une résolution autorisant le recorder et le voyer à faire faire les améliorations nécessaires à Frascati, telles qu'un marché une cave à pompe &c.

M. Guirot pense qu'il vaudrait mieux charger le voyer de faire un rapport sur ce sujet, et du prix que ces travaux pourront coûter; à cet effet, M. Guirot présente une résolution qui est adoptée.

Le trésorier présente un état des finances par lequel il se trouve une balance au 15 juin, de $9019 61.

M. Duvignaud présente une résolution pour incorporer le village des pêcheurs sur la rive droite du bayou et pour qu'un piquet de cinq hommes de garde commandés par un sergent et un caporal soit établi—Adopté.

Le même membre présente une résolution autorisant le voyer à louer certains lots de terre pour y déposer les matériaux de la troisième municipalité.

M. Guirot présente une résolution autorisant le voyer de la municipalité à faire placer des fanaux au centre de chaque ilet de la rue de l'Esplanade, depuis la rue de la Levée jusqu'à la rue St. Claude—Adopté.

Le Recorder a nommé M. Duvignaud du comité des améliorations et de pavage ; et Mrs. Guirot, Kilshaw et Duvignaud du comité de charité.

Sur motion le Conseil s'ajourne à mercredi prochain à 5 heures de l'après midi.

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Expédiés,

Navire John & Robert, *McHennie, Liverpool,*
Barque Plato, Chase, N York, } S & J P Whitney.
Brick Exchange, Barr, Sisat. } R Frink,
Galiotte Catharina, Ynsen, *Amsterdam*
Hugo C Gildemeester,
Goël Callao, Poul, St Joseph, } Tourné & Beckwith,
Goël Sea Jacinto, Henry, Galveston, Texas, W Bryan

Arrivés.

Bateau à vap. Bayou Sara, Laurent, Bayou Sara
Bateau à vap United States, Twichell, Cincinnati,
Bateau à vap Memphis, Nolin, Nashville,
Bateau à vap *Morevian*, Dunn, *Napies (Illinois)*
Bateau à vap Ouachita, Bradley, Mobile,

MEMORANDA.

Parti du Havre pour la Nouvelle Orléans, le 6 mai, le Criterion,
Parti de Royan le 30 avril, pour la Nouvelle Orléans, le Montezuma et le Général Foy.

COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS, 16 Juin 1836.

COTON.

127 balles	Mississipi	..... 15¾
1600 do	Tennessee,	..... 12½
46 do	Alabama,	..... 15¾
1763		

(Extrait d'une lettre de *Liverpool* du 7 mai, reçue à la Nouvelle-Orléans.)

Vous avez reçu le duplicata de notre dernière et nous vous envoyons par celle-ci un prix-courant du jour, par lequel vous verrez que la semaine dernière il y eut une légère hausse dans les cotons, mais depuis elle sont retombés, et le marché reste très stationnaire. Les prix sont à peu près les mêmes qu'au 26 du mois dernier—Mais il serait impossible d'effectuer de grandes ventes sans éprouver de fortes réductions dans les prix—Quoique notre approvisionnement soit très faible et les cotons américains en petite quantité. Le commerce de Manchester est en souffrance, les manufactures sont à bas prix. Nos approvisionnements de Surat doivent nuire beaucoup aux cotons américains de qualités inférieures.

COTON—Longue soie 9 1/4 à 11 1/2 ; Orléans 9 1/2 à 12 ; Mobile 9 1/2 à 11 1/2 ; Alabama 8 1/2 à 10 1/2 ; coton des Iseles 18 à 30 ; *haché 10à 16.*

LIVERPOOL, 6 Mai 1836.

COTON—Il n'y a aucun changement à remarquer dans les *prix des cotons* depuis la semaine dernière. Le peu d'augmentation que l'on avait remarqué dans les descriptions américaines au commencement de la semaine a été depuis perdues, et le marché s'est fermé à nos dernière quotes, à l'exception des Egyptiens et des Surats, que nous avons réduits à 1/2d. par livre ; même avec cette baisse, les qualités inférieures de ces derniers n'ont pu se vendre. Les ventes de cette semaine en y incluant 1500 *Américains*, achetées par spéculation, et 150 Américaine et 300 Surat pour exportation, se montent à 18,190 sacs—Importation 7044 sacs.

LONDRES, 6 Mai.

SUCRE—Etranger—Les quotes ont encore augmentées de 1 à 2c. au dessus du prix de vendredi passé, il y a eu une bonne demande—Les ventes particulières de 900 caisses vieille récolte de la Havane, inférieurs aux bons blancs à 48 et 54c ; brun 39 c. 140 caisses bon blanc Pernambouc à 40 c. 6d. 150 caisses Bahia brun inférieur, *presque noir* à 25 c. ; brun 30 à 32 c., et brut, et brun mêlé 20c

Malgré la grande baisse dans les plantations anglaises, qui a occasionné une *réaction dans la demande*, la tendance dans le café étranger paraît devoir augmenter, la quantité dernièrement offerte a été considérable et les *ventes ont été faites* dans les St.-Domingue à 53 à 54c ; maintenant faire connaître l'excellente qualité des vins de la propriété de son frère, du Médoc, invite les *amateurs et connaisseurs* à lui faire l'honneur de venir goûter ses marchandises délicieuses, étant jaloux de les faire connaître.

BONNERON & CARRERE

Pipe—80 barils Vinaigre de Bordeaux, 1re. qualité.
17 juin—3

A VIS—Le soussigné prévient le public qu'il a vendu le fief de sa charge mois, à Messrs. Villate & Toledano son successeur en cette charge, et qu'il les a autorisé en tous ses droits des créances. Il profite de la même occasion pour recommander particulièrement ces *messieurs* à ceux qui pendant dix ans ont bien voulu lui accorder leur confiance, persuadé qu'ils trouveront dans ses successeurs les mêmes avantages qu'il leur a lui même accordé pendant le tems qu'il a été dans les affaires.

17 juin—6 F. H. PETITPAIN.

AVIS—Les soussignés ayant fait l'acquisition du fonds de magasin de Groceries de M. F. H. Petitpain, ont formé ce jour une association sous la raison de Villate & Toledano. Ils saisissent cette occasion pour prévenir leurs amis et le public que leur magasin sera toujours assorti de telle manière qu'il offrira aux acheteurs soit en gros, soit en détail, un grand avantage tant sous le rapport de la qualité des marchandises, que sous celui des prix et des termes.

E. VILLATE,
WILLIAM S TOLEDANO.
17 juin—6 rue de la Levée, no. 56.

AVIS D'ADMINISTRATEUR—Toutes personnes ayant des réclamations contre la succession d'Harvey Hunt sont requises de les présenter pour être soldées, dans un délai de 10 jours de cet avis, à
17 juin—3 JOHN CULBERTSON, 59 Rue Anne

MARCHANDISES SECHES—Mousselines peintes, jaconas et cotons français; fanchons de soie, rubans à corder, bas de femmes; do fil d'Ecosse, do brodés, mouchoirs de soie, do de coton, gants, mouchoirs de batiste; do unis et brodés, etc. à vendre par
ANDREWS & BROTHERS.
17 juin 19 rue de Chartres.

CAZADORES DE ORLEANS.
ATENCION ! ! !

La compañia se reunirá el lunes 20 del corriente, á la 7 en punto de la noche, en asamblea general, para asuntos interesantes del cuerpo, en la calle Sn. Felipe, casa del Honorario Honoré Fabre.

De orden del capitan,
JOSE M. BUSTAMANTE,
junio 17 sargento 1o.

Paroisse d'Orléans Cour des Preuves—Etat de la Louisiane—A tous ceux que cela peut concerner—Salut :

Qu'il soit connu que attendu que William N Hull, demeurant en la ville de Nouvelle-Orléans, s'est adressé à moi W. F. C. Duplessis, Régister des Testaments, dans et pour la paroisse et la ville de la Nouvelle Orléans, et ex-officio Greffier de la Cour des Preuves, dans et pour la dite ville et paroisse, pour publier et annoncer conformément à un acte de la Législature, intitulé: " Acte pour confirmer les titres des acquéreurs aux ventes judiciaires," approuvé le 10 mars 1834, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner en vertu d'un ordre de l'honorable cour des preuves dans et pour la paroisse et ville de la Nouvelle Orléans, Etat de la Louisiane, dans l'affaire de la succession de feu Euphrasie Soubie, femme de couleur libre, le dit ordre en date du dix neuf mars mil huit cent trente six, rendu dans le procès No. 993 (neuf cent quatrevingt treize) sur la pétition de Michael Cox, fils et une des héritiers de la dite feue Euphrasie Soubie, femme de couleur libre, afin d'opérer un partage, je soussigné, régister des *testamens, ai ex*posé en vente au encan le vingt neuf avril, mil huit cent trente six, pour terminer la succession de la dite feue Euphrasie Soubie, femme de couleur libre, et pour opérer un partage, la propriété foncière et esclave ci-après décrits, lesquels ont été adjugés au dit William N. Hull, comme étant les plus offrans et dernier enchérisseurs, savoir :

Description des propriétés à après le Transfer Judiciaire.

Une portion de terre située au faubourg de l'Annonciation, ayant mesure française, cent vingt pieds de face à la rue des Noyades, sur une profondeur de cent vingt pieds, et face à la rue Terpsichore, avec la maison et autres bâtisses et améliorations qui s'y trouvent. Cette portion de terre est composée de deux lots de terre désignés sous les numéros trois et quatre, acquis par la défunte Euphrasie Soubie de John Long